

NOTE  
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE  
----  
S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

**OBJET : « Ça ira ! », miroir de notre rapport à l'Etat.**

1. On comprend le succès de la pièce de Joël Pommerat, prolongée au Théâtre des Amandiers, tant elle résonne avec les perceptions d'aujourd'hui. La Révolution française en est le prétexte ; le rapport des Français à la politique, au pouvoir et à la représentation l'objet réel.

Le texte fait ressortir les aspects immuables de la psyché politique française. Parmi ces fondamentaux, le rapport du peuple au souverain : avant d'en être son chef, il en est son incarnation. Pommerat montre à quel point le souverain ne tient – bien avant l'élection au suffrage universel direct – que par la légitimité de ce rapport direct au peuple :

Le 14 juillet, les Parisiens prennent la Bastille et décapitent les symboles du pouvoir, ceux qui prennent leurs ordres à Versailles, à la Cour. Mais Versailles n'est pas le Roi : on oublie souvent que le 17 (Pommerat en fait une scène centrale) Louis XVI est accueilli triomphalement à Paris par un peuple ayant le sentiment de retrouver « son » Roi enfin arraché des griffes d'un Cour qui l'induisait en erreur ; retrouvant la vérité du pays à son contact.

Lors des journées d'octobre (autre scène importante de la pièce) les femmes qui marchent sur Paris ne viennent pas seulement réclamer du pain : elles veulent ramener « leur » Roi à Paris, convaincues qu'il ne pouvait pas, consciemment, laisser perdurer une telle situation de quasi-famine. Il était forcément trompé par son entourage, tenu à Versailles trop éloigné du pays. Qu'il se réinstalle au milieu de son peuple et tout rentrerait dans l'ordre...

2. La Fête de la Fédération réactivera exactement le même mécanisme. La pièce s'arrête avant. Mais elle montre ce ressort fondamental : le souverain trébuche lorsqu'il veut s'appuyer sur le Parlement, les ordres, et même l'Assemblée Nationale pour asseoir son pouvoir ; il retrouve autorité et légitimité lorsqu'il redevient le chef de la Nation. Ce ressort fonctionne non par l'action du souverain, mais par celle du peuple : c'est lui qui se persuade que le Roi ne peut pas être en cause – pas du fait de sa personne, indifférente en réalité, mais parce qu'il est structurellement *l'émanation* du peuple – que si « *quelque chose* » dysfonctionne c'est parce que « *quelque chose* » fait écran.

Il faudra longtemps pour que cette illusion se dissipe. L'erreur, la rupture irrémédiable fut la fuite à Varenne : fuir déchirait toute idée qu'un lien « ontologique » persistait mais était enfoui, dévitalisé, déformé par un empilement d'intermédiaires. Il n'y avait plus de lien. La personne du roi n'était plus l'incarnation de la Nation, il devint le « citoyen Capet », fut déchu, jugé, exécuté – l'acte de décès est d'ailleurs établi au nom de Louis Capet, non celui du Roi de France.

3. Les Français n'ont cessé de vouloir combler ce vide. Il a fallu Bonaparte pour arrêter la Terreur et éviter la fragmentation complète du pays. Depuis le pays n'a cessé de vouloir maintenir, quelle qu'en soit la forme, une représentation politique unique de la Nation permettant d'externaliser à une tierce instance le soin d'incarner l'unité du groupe et de tenir ensemble ses représentations.

Si l'élection du Président au suffrage universel direct fut nécessaire pour retrouver une stabilité institutionnelle, c'est bien que ces représentations n'ont pas disparues. On en voit des traces tous les jours :

- Après chaque intervention présidentielle, mini-17 juillet où le Président réapparaît devant le peuple ; d'où le décalage systématique entre les jugements de ceux qui ont *vu* les émissions et ceux qui en ont *entendu parler*. Qu'il s'adresse en revanche à des intermédiaires (journalistes) ou paraisse se ressourcer auprès d'une légitimité concurrente (tenir grâce à des appuis politique), il plonge.
- Dans de nombreux courriers de citoyens s'adressant au Président dans des termes qui pourraient être ceux employés par les femmes de Paris reçues en délégation en octobre 1789 : « *Je suis une de vos électrices et je vous soutiens, même si je trouve que vous êtes mal entouré* ». « *Je vous trouve très courageux, vous êtes l'image de la France* ». « *Merci d'être droit, sincère, de nous faire honneur* ». « *Pourquoi autour de vous il n'y a que vos amis des grandes écoles, tous les mêmes, éduqués de la même manière et partageant les mêmes ambitions* ».
- Après les journées du patrimoine, où l'on reçoit des messages de remerciement de personnes ayant découverts un lieu intimidant qui a semblé soudain, naturellement, leur appartenir... « *Quelle fierté de pouvoir montrer ce Palais à ma fille, tout en lui expliquant la charge d'histoire que contient ce Bâtiment de la République* ». « *Il est à mes yeux le symbole de la France d'aujourd'hui et de demain* ».

Le simple fait que le courrier présidentiel existe montre la centralité de cette fonction dans l'imaginaire politique : à quel autre responsable politique plus d'un demi-million de Français auront écrit à un moment ou un autre du quinquennat ? A qui d'autre que le Président de la République, parce qu'il incarne plus que lui-même, consacre-t-on du temps et de l'énergie à faire autant de critiques pensant qu'il peut les entendre, plutôt que de simplement s'en détourner ?

Parce qu'il reste incontournable et que malgré la modernité, les réseaux sociaux, l'individualisme, l'immédiateté, le pays, lorsqu'il pense politique, ne peut pas vivre sans l'illusion qu'il a un lien direct avec sa tête, que ce lien direct est la seule chose qui unit des gens aussi divers que ne le sont les Français, et qu'il faut donc absolument le préserver par-delà les intermédiaires qui agissent trop souvent non pas en adjuvants mais en écrans.

4. Depuis quelques semaines, ce « rituel républicain » devient progressivement plus présent. Comme à l'approche de chaque élection présidentielle, les gens commencent à raisonner différemment : ils n'écrivent plus seulement sur leur quotidien, les difficultés journalières, l'actualité. Ils relèvent un peu la tête, se posent des questions plus fondamentales : dans quelle société ai-je envie de vivre ? Dans quel pays je veux pouvoir me projeter, pour mon avenir, pour mes enfants ? Comme ce projet pourrait être partagé avec d'autres qui ne pensent pas comme moi, ceux qui sont si différents, avec ceux que je ne connais pas à l'autre bout du pays, de surcroît dans une société très tendue et qui adore se disputer ? Le titre de l'interview du Monde d'aujourd'hui en est encore un symptôme...

Reviennent dès lors les deux questions de l'unité : celle des contours, et celle des modalités, et parmi les modalités la figure présidentielle, seule incarnation - institution - commune d'un peuple si fragmenté ; de qui l'on recommence à attendre beaucoup. Le sillon du rituel présidentiel commence à se creuser, qui emportera bientôt sur son passage toute autre considération – et rouvrira des marges nombreuses dans les perceptions.